

Unité départementale des Bouches du Rhône
Pôle d'activités Aix-en—Provence
30 rue Albert Einstein
Bâtiment G - CS 90448
13592 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 3

MARSEILLE, le 13/10/23

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEMAG

Pole d'activités Yvon Morandat
1480 avenue d'Arménie
13120 Gardanne

D/SPR/GP/N°1133/2023

Références : D-1424-AIX-2023

N° AIOT : 0006401124 P1 (référence à rappeler dans toute correspondance)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/06/2023 dans l'établissement SEMAG implanté La malespine Route de Gréasque 13120 Gardanne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEMAG
- La malespine Route de Gréasque 13120 Gardanne
- Code AIOT : 0006401124
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation de stockage de déchets non-dangereux (ISDND) exploitée par la société SEMAG sur la commune de Gardanne, est autorisée au titre des ICPE par arrêté préfectoral n°125-2011PC du 31 août 2011 à réceptionner 53 000 tonnes de déchets non dangereux par an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Dispositions defense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|------------------------------|---|--|-------------------|
| 3 | Protection contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 7.5.4 | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|---|--|-------------------|
| 1 | Dispositions relatives à la protection contre la foudre | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21 | / | Sans objet |
| 2 | Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5) | Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er | / | Sans objet |
| 4 | Moyens généraux | Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 7.5.1 | / | Sans objet |
| 5 | Installations électriques | Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 8.6.9 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de conclure de manière générale à la conformité des points de contrôles. Cependant, l'exploitant doit proposer sous 15 jours à la date de réception du présent rapport les actions à mettre en oeuvre pour remédier à l'insuffisance du débit constaté sur un poteau incendie n°4 de l'ISDND.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA PROTECTION CONTRE LA FOUDRE

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Risque Foudre |
| Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet |
| Prescription contrôlée: Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. |
| Constats : La dernière vérification visuelle a été réalisée par la société SOCOTEC le 19 janvier 2022. Dans le cadre de cette mission aucune observation n'a été relevée. La vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre des installations doit être entreprise avant la fin de l'année 2023. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er |
| Thème(s) : Risques chroniques, Suivi traçabilité |
| Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet |
| Prescription contrôlée: Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;- la dénomination usuelle du déchet ;- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. |
| Constats : Le registre national des déchets terres escavées et sédiments a bien été complété par l'exploitant pour l'année 2022. Au jour de l'inspection, les données étaient présentes sur le RNTDS pour l'année 2023. L'exploitant tient à jour le RNTDS. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Protection contre l'incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 7.5.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Risque incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée:</p> <p>L'établissement doit disposer, sur l'ensemble du site (casiers Malespine 1 et Malespine 2), de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après qui pourront être complétés en tant que de besoin sur demande des services de secours et qui doivent être maintenus en bon état et vérifiés périodiquement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 bornes incendie existantes pour Malespine 1, alimentées depuis un réservoir de 1500 m3 de la Régie des Eaux par l'intermédiaire d'un surpresseur situé en partie basse de Malespine 1. - 3 bornes supplémentaires pour le casier Malespine 2 positionnées en accord avec les services incendies et secours. Ces trois bornes seront construites au fur et à mesure de l'avancement des alvéoles en accord avec les services incendies et secours. La seconde borne de ce casier sera mise en service au plus tard le 1 mai 2012. - Une réserve supplémentaire de 120 m3 minimum sera maintenue dans le bassin d'eaux pluviales situé en contrebas tant que les 3 bornes ne sont pas en service simultanément. - Les bornes incendies implantées sur le site doivent pouvoir disposer à tout moment d'un débit de 60 m3/h sous 1,1 bars de pression. - Une réserve de 120 m3 de matériaux meubles et inertes, prête à être utilisée pour couvrir un début d'incendie, est disposée à proximité de chaque alvéole de stockage en cours d'exploitation ; - Une réserve complémentaire de 120 m3 de matériaux meubles et inertes est disponible. <p>NB : Ces réserves de matériaux sont uniquement affectées à la lutte contre l'incendie et ne sont pas confondues avec celles nécessaires à la couverture journalière des déchets.</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 extincteur à poudre de 6 kg sur chaque engin d'exploitation - 1 extincteur de 50 kg sur roues, situé dans le poste de contrôle - Une coupure d'urgence située à l'extérieur de l'installation de valorisation coupant l'intégralité du réseau électrique de l'installation de valorisation de biogaz. - Présence d'engins de terrassement, permettant d'étendre la terre en cas d'incendie. 1 conducteur d'astreinte 24 h.24, 7 jours sur 7. Délai de présence sur site environ 20 mn. - 1 camion citerne porteur d'eau équipé de moyens de lutte contre l'incendie (en accord avec le centre de Gardanne) ; - Local incendie permettant le Stockage du matériels incendie (tuyaux, lance), du surpresseur incendie, et du groupe électrogène ; <p>[...]</p> <p>L'alvéole en cours d'exploitation est entourée par une bande de cinquante mètres (50 m) comptée en distance horizontale entièrement décapée et maintenue en l'état en permanence ou rendue ininflammable, les voiries d'exploitation de l'installation peuvent faire partie de cet espace. En cas de terrain non horizontal, cette distance est portée à 75 mètres. Cette bande décapée de 50 m est complétée par une bande débroussaillée de 100 m et maintenue en état.</p> <p>[...]</p> <p>Une zone de cinquante mètres (50 m), comptée en distance horizontale est tenue débroussaillée aux abords extérieurs de la clôture du site en accord avec les propriétaires concernés et les différentes prescriptions réglementaires applicables en la matière. À l'intérieur de la clôture, une zone coupe-feu d'au moins quarante mètres (40 m) de largeur est tenue débroussaillée. L'exploitant réalise un débroussaillage régulier des zones à l'intérieur de la clôture, en prolongement du casier en cours d'exploitation.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>3 Poteaux incendie ont été contrôlés par la société MP3D le 23/06/2023 : un écart est constaté sur</p> |

| |
|---|
| <p>un poteau en raison d'une insuffisance de débit à une pression de 1 bar, pour l'hydrant N°4 35 m3/h au lieu de 60 m3/h prescrit.</p> <p>Les matériaux pour stopper la propagation éventuelle d'un incendie dans le casier sont disponibles à proximité du casier en exploitation.</p> <p>Le débroussaillage a été réalisé par la société Bagnis Espace Vert, et il s'est terminé fin juin 2023. Un justificatif de cette intervention a été transmis. Le débroussaillage est conforme aux attendus.</p> <p>Le 17 janvier 2023, la société Eurofeu a vérifié les extincteurs. Aucune anomalie a été constatée.</p> <p><u>Plateforme de valorisation du Biogaz :</u></p> <p>La société DALKIA est intervenue le 26 avril 2023, pour le contrôle de l'installation de détection incendie et gaz du moteur BIOGAZ à l'ISDND SEMAG à Gardanne</p> <p>Aucune anomalie n'a été constatée à la suite du contrôle de la centrale, des contrôles des batteries ainsi qu'aux tests des capteurs incendie et gaz.</p> <p>Un test des asservissements a été réalisé, aucune anomalie n'a été constatée.</p> |
| <p>Observations :</p> <p>Les références des poteaux incendie sur plan de défense incendie sont à reporter dans les rapports d'intervention pour une bonne compréhension.</p> <p>L'exploitant transmet sous 15 j à réception du présent rapport un plan d'actions permettant de remédier à l'insuffisance du débit constaté sur le poteau incendie n°4 de l'ISDND.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Sans objet</p> |

N° 4 : Moyens généraux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 7.5.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Risque incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet |
| Prescription contrôlée: L'exploitant met en œuvre des moyens d'intervention adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude de dangers. L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan de sécurité réalisé en liaison avec les services de incendie et de secours (un exemplaire est communiqué au service prévention du SDIS 13). Il est tenu à jour et affiché à l'entrée du site. Il doit faire apparaître l'ensemble des moyens de secours disponibles. L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident. Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarios développés dans l'étude des dangers et des différentes conditions météorologiques. L'ensemble des accès de secours incendie en pourtour de site doivent être signalés et numérotés. Les plans de réseau biogaz doivent être tenus à jour et à disposition des services incendie. |
| Constats : Le plan à l'entrée du site indique l'ensemble des moyens de protection contre l'incendie disposés dans l'enceinte de l'ISDND, ainsi que l'emplacement de la coupure général de l'électricité et le rideau de d'eau sur la plateforme de valorisation du biogaz. L'exploitant tient à jour un plan topographique du site indiquant l'implantation du réseau de récupération des biogaz et les zones à atmosphères explosives (ATEX) sur les 2 casiers. Plan à jour le 29 mars 2023. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Installations électriques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 8.6.9 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle électrique |
| Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée:</p> <p>Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail. Les matériels électriques, visés dans ce présent article, doivent être installés conformément à l'arrêté du 19 décembre 1988 relatif aux conditions d'installation des matériels électriques sur les emplacements présentant des risques d'explosion. Un ou plusieurs dispositifs placés à l'extérieur, doivent permettre d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique de l'installation, à l'exception de l'alimentation des matériels destinés à fonctionner en atmosphère explosive. Les équipements de l'unité de valorisation qui le nécessitent conformément à l'étude ATEX, sont situés en zone ATEX et en conformité avec ce zonage. Les boutons d'arrêt d'urgence sont placés en différents points du site de manière à être accessible très rapidement et très facilement. Les installations électriques sont contrôlées annuellement par un organisme agréé. Une étude de risque foudre doit être tenue à disposition de l'inspection des installations classées. L'installation de valorisation est protégée contre la foudre en fonction des conclusions de cette étude.</p> |
| <p>Constats : Un contrôle électrique a été réalisé par la société Apave le 23/06/2022 pour l'ISDND, à la suite duquel il y a eu une transmission du Certificat Q18 (conforme) en date du 02/02/2023.</p> <p>Un nouveau contrôle électrique de l'ISDND est à prévoir avant la fin de l'année 2023.</p> <p>Le contrôle électrique de la plateforme de valorisation du biogaz a été effectué par la société Socotec le 04/01/2023.</p> <p>Aucune anomalie a été relevée à l'issue de ces deux contrôles.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |